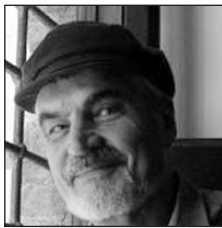


La décroissance est-elle

La question n'est pas dans l'agenda présidentiel, mais elle intéresse. Face aux graves désordres sociaux et écologiques, peut-on parier sur une croissance négative? Serge Latouche et Guillaume Duval ne sont pas d'accord.



Serge Latouche
est professeur émérite
d'économie à l'université
d'Orsay, auteur de *Le pari
de la décroissance* (Fayard).

« Cela suppose une révolution culturelle »

La croissance aujourd'hui n'est une affaire rentable, le plus souvent, qu'à la condition d'en faire porter le poids et le prix sur la nature, sur les générations futures, sur la santé des consommateurs et sur les conditions de travail des salariés du Nord, et plus encore du Sud. C'est pourquoi une rupture est nécessaire. Tout le monde ou presque en convient, mais nul n'ose sauter le pas. Tous les régimes modernes ont été productivistes. Républiques, dictatures, systèmes totalitaires, gouvernements de droite ou de gauche, partis libéraux, socialistes, populistes, sociaux-libéraux, sociaux-démocrates, centristes, radicaux, communistes, tous ont posé la croissance économique comme un objectif inquestionnable. L'indispensable changement de cap n'est pas de ceux qu'une simple élection pourrait résoudre en mettant en place un nouveau gouvernement ou en votant pour une autre majorité. Il faut une véritable révolution culturelle débouchant sur une refondation du politique.

Esquisser les contours de ce que pourrait être une société de non-croissance et montrer qu'elle est non seulement nécessaire mais désirable, c'est un préalable à tout programme d'action politique pour la rendre possible. Dans les années 60, les professeurs d'économie et les technocrates se gargarisaient des cercles vertueux de la croissance. En fin de compte, ceux-ci se sont révélés plutôt pervers à bien des égards. En revanche, le bouleversement requis par la construction d'une société autonome de décroissance peut être représenté par l'articulation systématique et ambitieuse de huit changements qui se renforcent les uns les autres, un « cercle ver-

teux » en quelque sorte: Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Redistribuer, Relocaliser, Réduire, Réutiliser, Recycler. Toutefois, pour la mise en œuvre politique, il faut entrer encore plus avant dans l'élaboration de propositions concrètes. On

peut penser la transition par un programme « réformiste » qui tient en quelques points consistant à tirer les conséquences « de bon sens » du diagnostic effectué. Par exemple: 1) Retrouver une empreinte écologique égale ou inférieure à une planète,

« Elle nous conduirait à

Le rapport de Nicholas Stern vient, après d'autres, de rappeler l'ampleur du défi auquel l'humanité est soumise du fait du changement climatique. Comment ne pas s'indigner de la lenteur des actions entreprises au nom d'un « développement durable », pourtant devenu en théorie l'alpha et l'oméga de la communauté internationale depuis le Sommet de Rio de 1992, il y a quatorze ans déjà? Sur la base de ces constats, se développe un courant prônant une approche plus radicale autour de la « décroissance ». En France, il bénéficie actuellement d'un préjugé favorable dans de nombreux milieux. Pourtant, cette posture amènerait probablement les écologistes dans une impasse, tant sur le plan politique qu'économique. Il y a bien sûr urgence à faire décroître rapidement la consommation des énergies fossiles, et plus généralement celle de matières premières non renouvelables. Mais de nombreux experts ont montré qu'on pourrait produire autant de biens et de services qu'actuellement tout en consommant quatre, voire dix fois

moins. Et cela avec les technologies aujourd'hui disponibles, sans attendre un futur miracle technologique. C'est notamment l'objet du scénario Negawatt qui montre comment on pourrait diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre en France. Si, malgré l'urgence, on progresse si peu sur cette voie, c'est parce que cela implique des transformations très profondes du système économique. Transformations qui elles-mêmes entraînent leur cortège habituel de gagnants et de perdants et nécessitent, face aux farouches résistances qu'elles suscitent, de construire un consensus social et politique suffisamment large. Tout irait-il mieux si, au lieu de rechercher une « autre croissance », on visait la « décroissance »? Il n'y a guère de raison de le penser. La croissance ne fait pas automatiquement le bonheur et il est indispensable de compléter les analyses, en termes de PIB, par des indicateurs de développement humain, d'inégalités, de bien-être social... Mais il y aurait beaucoup d'imprudence à considérer qu'on vivrait facilement mieux avec un PIB plus faible. La France et l'Europe ont connu, depuis vingt ans maintenant, une crois-

Ile possible ?

c'est-à-dire une production matérielle équivalente à celle des années 60-70. 2) Internaliser les coûts de transport par des écotaxes appropriées. 3) Relocaliser les activités. 4) Restaurer l'agriculture paysanne. 5) Transformer les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emplois, tant qu'il y a du chômage. 6) Impulser la « production » de biens relationnels. 7) Réduire par quatre le gaspillage d'énergie. 8) Pénaliser fortement les dépenses de publicité. 9) Décréter un moratoire sur l'innovation technologique, faire un bilan sérieux et réorienter la recherche scientifique et technique en fonction des aspirations nouvelles.

Au cœur de ce programme, l'internalisation des déséconomies externes (dommages engendrés par l'activité d'un agent qui en rejette le coût sur la collectivité). Tous les dysfonctionnements écologiques et sociaux pourraient et devraient être mis

à la charge des agents qui en sont responsables. Qu'on imagine l'impact de l'internalisation des coûts des transports sur l'environnement, sur la santé. Celui de la prise en charge par les entreprises de l'éducation, de la sécurité, du

chômage, etc. sur le fonctionnement de nos sociétés! Ces mesures « réformistes », en principe conformes à la théorie économique orthodoxe – l'économiste libéral Arthur Cecil Pigou en a formulé le principe dès le début du XX^e siècle –, provoqueraient une véritable révolution et permettraient, si elles étaient poussées dans leurs ultimes conséquences, d'embrayer sur le cercle vertueux des huit « R ». Cependant, il est clair que l'homme politique qui proposerait un tel programme et qui, s'il était élu, le mettrait en application, se-

Le politique qui proposerait et appliquerait ce programme serait assassiné.

rait assassiné dans les jours qui suivraient. La perspective de mise en œuvre de propositions réalistes et raisonnables est donc paradoxale. Elle présuppose le changement d'imaginaire que la réalisation de l'utopie de la société autonome

et conviviale est seule en mesure d'engendrer. Reste que si l'utopie de la décroissance implique une pensée globale, la réalisation concrète peut démarrer plus facilement sur le terrain local. La décroissance semble rénover la vieille formule des écologistes: penser globalement, agir localement. Ce ne sont pas les solutions qui font défaut, mais les conditions de leur mise en œuvre. L'élaboration plus poussée du projet et sa diffusion la plus large visent précisément à favoriser ces conditions du changement. ■

t à une vraie impasse»



Guillaume Duval
est rédacteur en chef
d'*Alternatives économiques*.

sance très faible grâce, en particulier, à ses banquiers centraux, « décroissancistes » très efficaces, quoique involontaires. Personne n'a pourtant remarqué qu'il ait été aisé, durant cette période, de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions de vie des plus démunis. Au contraire. Et sans même parler des pays du Sud, il n'est pas surprenant que la décroissance enthousiasme plus les « bobos » parisiens que les banlieusards du 93. C'est un des problèmes politiques centraux de cette affaire:

la décroissance isole de nouveau les écologistes du reste de la gauche. Elle ravive la vieille opposition entre le social et l'environnemental.

Mais même sur le plan en-

La décroissance isole de nouveau les écologistes du reste de la gauche.

vironnemental, il n'y a guère de raison de considérer que la décroissance puisse faciliter les choses. Pour avoir une chance de s'en tirer, l'humanité doit, en quelques décennies, transformer de fond en comble ses villes, ses maisons, ses moyens de transport et ses procédés de production dans la plupart des activités. Autrement dit, réaliser un effort d'investissement colossal. Cet effort est par lui-même générateur de croissance, c'est la base de tous les discours sur l'apport de l'écologie à la lutte contre le chômage. Et en même temps, pour que la société accepte d'y consacrer des sommes colossales, il faut qu'il y ait de la croissance économique. Car sinon, c'est le *statu quo* qui l'emporte: on l'a bien vu en Europe depuis vingt ans. De plus, la solution des problèmes environnementaux passe par l'intégration, dans l'économie monétaire, d'éléments aujourd'hui gaspillés parce

qu'ils n'ont pas de prix, ou un prix sans rapport avec les dégâts occasionnés à l'environnement. C'est le cas de l'eau, de l'air, de la production de déchets, de l'extraction de nombreuses

matières premières non renouvelables... Mais là aussi, cette extension de l'économie monétaire est, en elle-même, facteur de croissance. Et en même temps, elle nécessite de la croissance pour être socialement acceptable: ces dernières années, on a vu combien il était difficile d'introduire une fiscalité écologique dans un contexte de croissance faible.

Au-delà, la décroissance pose un problème politique plus grave. Dans le discours décroissanciste, on trouve souvent la thématique du « c'était mieux avant », avant la révolution industrielle, au bon vieux temps des sociétés agraires traditionnelles. Un *a priori* très contestable sur tous les plans. Cet arrière-goût réactionnaire est une des raisons pour lesquelles l'extrême droite voit d'un œil très positif le développement de ce courant de pensée: *Éléments*, la revue du Grece, le Think Tank de la Nouvelle droite, lui a consacré cet hiver un numéro spécial très élogieux... La nostalgie du « bon vieux temps » est certes une des constantes de la pensée humaine, mais elle inspire rarement de bonnes politiques pour le présent... ■